



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 16 au 20 février 2026

English summary

Southern Africa

- Xi Jinping announced at the African Union summit in Addis Ababa that China will remove all import tariffs on goods from 53 African countries from 1 May 2026, a move expected to boost trade volumes but only modestly reduce Africa's long-standing trade imbalance, according to Afreximbank.

South Africa

- In his 2026 State of the Nation Address, Cyril Ramaphosa said South Africa has reached a turning point thanks to macroeconomic stability, ongoing reforms and rising infrastructure investment aimed at long-term growth. He announced stronger presidential control over water and electricity reforms, with new crisis governance, legal action against failing municipalities, major public investment, and a more independent restructuring of Eskom.
- South African steel producers, working with the Industrial Development Corporation, are exploring the takeover of ArcelorMittal South Africa's local assets to maintain domestic steel production and limit job losses amid the company's planned shutdowns.
- The arrival of US ambassador Leo Brent Bozell III comes amid diplomatic tensions between United States and South Africa over trade, geopolitics and human rights issues.
- According to Statistics South Africa, inflation slowed slightly to 3.5% in January 2026, strengthening expectations of further interest rate cuts by the central bank.

- Statistics South Africa reported that the unemployment rate fell to 31.4% in Q4 2025, driven by job creation in formal sectors such as construction, finance and public services.

Angola

- João Lourenço authorised the ANPG to outsource international expertise to assess the oil potential of the Etosha/Okavango basin and attract investment.
- A report by the Instituto Nacional de Estatística shows that over 70% of unemployed people in Angola are aged 15–44, highlighting deep structural challenges in the labour market.
- Angola remains on the Financial Action Task Force grey list but aims to exit by 2027 through legal reforms to strengthen anti-money-laundering controls.
- The ANPG plans to revise the foreign exchange law to help local oil service companies access foreign currency and improve competitiveness.

Botswana

- Data from Statistics Botswana show inflation rose to 4.1% in January 2026, mainly due to higher transport and food prices.

Namibia

- Despite inflation falling to 2.9%, the Bank of Namibia kept its policy rate at 6.5% to protect capital flows and maintain the currency peg with South Africa.
- Bannerman Energy partnered with China National Nuclear Corporation to develop the Etango uranium mine, strengthening China's dominance in Namibia's uranium sector.

Zambia

- Following higher foreign ownership limits, international investors have strongly increased purchases of Zambian government bonds, boosting the kwacha and financial market confidence.

Le chiffre à retenir

2 000 Mds ZAR

Le montant cible d'investissements dans les infrastructures pour les cinq prochaines années annoncé par Ramaphosa lors de son Discours sur l'état de la Nation.

A LA UNE – Afrique du Sud

Le président Cyril Ramaphosa a prononcé le discours sur l'état de la Nation 2026

Le 12 février, le président Cyril Ramaphosa a prononcé son Discours sur l'état de la Nation (SONA), marquant clairement sa volonté de restaurer la confiance des investisseurs et d'accélérer l'agenda des réformes. Il a estimé que l'Afrique du Sud avait « franchi un cap », soulignant une stabilisation macroéconomique étayée par quatre trimestres consécutifs de croissance du PIB (+0,4 % en glissement annuel au T4 2024, +0,1 % au T1 2025, +0,9 % au T2 2025 et +0,5 % au T3 2025), deux excédents budgétaires primaires successifs, un reflux de l'inflation et une trajectoire d'endettement désormais stabilisée. Autant d'éléments qui contribuent à une amélioration du profil de risque souverain.

Sur le plan des politiques publiques, le gouvernement a annoncé plus de 1 000 Mds ZAR (52,6 Md USD) d'investissements en infrastructures sur trois ans, avec une cible portée à 2 000 Mds ZAR (105,3 Md USD) sur cinq ans. Le chef de l'État a également décidé d'un pilotage présidentiel renforcé des réformes dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, confrontés à des crises persistantes.

S'agissant de l'eau, la création d'un Comité national de crise, présidé par le président lui-même, vise à améliorer la coordination face aux pénuries. Des poursuites pénales seront engagées contre 56 municipalités pour manquement à leurs obligations. En parallèle, 154 Mds ZAR (8 Md EUR) seront investis sur trois ans dans les grands projets d'eau et d'assainissement, complétés par 54 Mds ZAR (2,8 Md EUR) d'incitations financières destinées à soutenir la réforme des services municipaux d'eau, d'assainissement et d'électricité.

Dans le secteur de l'électricité, la présidence pilotera désormais, via une task team dédiée, la réforme de séparation des activités d'Eskom, au détriment du Ministre de l'Energie Ramokgopa, qui en avait la charge exclusive. Le futur gestionnaire du réseau de transport (TSO) devra être pleinement indépendant et détenir ses propres actifs de transmission, mettant fin au conflit d'intérêts inhérent à un opérateur intégré.

Enfin, l'ouverture du rail au secteur privé et le recours accru aux concessions portuaires doivent contribuer à lever les goulets d'étranglement logistiques et à soutenir les exportations.

Dans son ensemble, le SONA réaffirme la continuité des politiques publiques, la discipline budgétaire et l'accélération des réformes, renforçant ainsi un cadre macroéconomique plus constructif.

Sommaire :

Afrique australe

- Le président Xi Jinping a annoncé la suppression des droits de douane sur les importations de 53 pays africains à partir du 1er mai 2026

Afrique du Sud

- Des acteurs de la filière de l'acier sud-africaine explorent une reprise des actifs sudafricains d'ArcelorMittal SA (AMSA)
- Arrivée de l'ambassadeur américain Leo Brent Bozell III en Afrique du Sud, dans un contexte de tensions
- L'inflation des prix à la consommation (CPI) atteint 3,5 % sur un an en janvier
- Le taux de chômage officiel recule à 31,4% au quatrième trimestre de l'année 2025

Angola

- Le président autorise l'externalisation de services pour évaluer le potentiel pétrolier du bassin Etosha/Okavang
- Plus de 70 % des chômeurs en Angola ont entre 15 et 44 ans
- L'Angola est maintenu sur la liste grise du GAFI mais vise une sortie d'ici 2027
- L'ANPG souhaite réviser la loi sur les changes afin de faciliter l'accès aux devises des entreprises nationales de soutien au secteur pétrolier

Botswana

- L'inflation s'établit à 4,1 % sur un an en janvier 2026

Namibie

- La Banque centrale maintient son taux directeur à 6,5 %, malgré une baisse de l'inflation à 2,9 % au mois de janvier
- Banneran s'associe à CNNC pour un projet d'exploitation d'uranium

Zambie

- Forte affluence d'investisseurs étrangers sur le marché obligataire local

Afrique australe

Le président Xi Jinping a annoncé la suppression des droits de douane sur les importations de 53 pays africains à partir du 1er mai 2026

Le président Xi Jinping a annoncé lors du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba que la Chine supprimerait, dès le 1^{er} mai 2026, tous les droits de douane sur les importations en provenance de 53 pays africains.

La Chine est le principal partenaire commercial de l'Afrique depuis 2008. En 2025, le commerce bilatéral entre les deux zones a atteint 348 Md USD, en hausse de 17,7 % par rapport à 2024. Les exportations chinoises vers l'Afrique ont représenté 225 Md USD (+25,8 %) et les importations chinoises en provenance d'Afrique 123 Md USD (+5,4 %). Le déficit commercial de l'Afrique avec la Chine a atteint un record de 102 Md USD, reflétant un déséquilibre structurel de longue date : la Chine exporte principalement des produits manufacturés (textiles, machines, électronique) et importe surtout des matières premières (pétrole, minerais, produits agricoles), concentrées sur quelques pays d'Afrique, dont l'Angola, la République démocratique du Congo et l'Afrique du Sud.

Selon les analystes, la suppression de ces droits de douane est certes une annonce politique forte en contre-point de l'attitude américaine, mais devrait avoir un impact limité sur le rééquilibrage commercial. Pour en tirer pleinement parti, *Afreximbank* recommande des réformes plus larges : développer les chaînes de valeur régionales dans l'agroalimentaire, la métallurgie ou la transformation minérale, renforcer les infrastructures et corridors logistiques, aligner les exportations sur la demande chinoise et élargir les outils de financement du commerce, notamment l'assurance-crédit et les prêts en yuan.

Afrique du Sud

Des acteurs de la filière de l'acier sud-africaine explorent une reprise des actifs sudafricains d'ArcelorMittal SA (AMSA)

Des transformateurs d'acier sud-africains ont approché Industrial Development Corporation (IDC) afin d'explorer une reprise des actifs sud-africains d'AMSA. Cette initiative vise à maintenir une capacité de production locale, alors que le groupe sidérurgique fait face à de lourdes pertes et envisage un retrait du pays.

Le projet impliquerait un montage industriel et financier associant l'IDC, déjà actionnaire et créancier d'Amsa, et plusieurs acteurs privés de la filière, dont Allied Steelrode. L'objectif est de sécuriser l'approvisionnement en acier pour les industries locales, notamment l'automobile et les mines, tout en limitant l'impact social et industriel d'un arrêt des activités.

Cette démarche intervient dans un contexte de crise aiguë, marqué par la confirmation de la fermeture de la division longs aciers d'AMSA d'ici fin septembre 2025 et la suppression d'environ 3 500 emplois. Les discussions précédentes entre ArcelorMittal et l'IDC ont buté sur des désaccords de valorisation, une offre évoquée autour de 7 Mds ZAR (370 M EUR) étant jugée insuffisante par le groupe, laissant les négociations à ce stade dans l'impasse.

Arrivée de l'ambassadeur américain Leo Brent Bozell III en Afrique du Sud, dans un contexte de tensions

Leo Brent Bozell III, choisi par le président américain Donald Trump pour être ambassadeur en Afrique du Sud, vient d'arriver dans le pays. Il doit encore présenter ses lettres de créance au

président Cyril Ramaphosa avant de pouvoir pleinement exercer ses fonctions.

Son arrivée intervient dans un contexte de tensions entre Washington et Pretoria, nourries par les accusations du président américain concernant une prétendue persécution de la minorité blanche sud-africaine, ses critiques sur les relations du pays avec la Russie et la Chine, l'imposition de droits de douane élevés (30 %) sur les exportations sud-africaines et la suspension de l'aide au développement américaine.

Pour mémoire, lors de son audition au Sénat en octobre, Mr. Bozell a affirmé vouloir servir « avec respect pour le peuple sud-africain » et a identifié plusieurs priorités potentiellement créatrices de tensions : pousser Pretoria à retirer sa plainte pour génocide contre Israël devant la Cour internationale de justice, soutenir le programme de réfugiés pour les Sud-Africains blancs et promouvoir les intérêts commerciaux américains.

L'inflation des prix à la consommation (CPI) atteint 3,5 % sur un an en janvier (StatsSA)

Selon l'Agence nationale des statistiques (StatsSA), l'inflation a légèrement ralenti en janvier 2026, pour atteindre 3,5 % sur un an contre 3,6 % en décembre, légèrement au-dessus des attentes des analystes (consensus Bloomberg à 3,4 %), mais dans la cible de la Banque Centrale (3% ±1). Les principaux postes ayant contribué à la hausse des prix restent le « logement et les services publics » (+ 4,8 %, soit une contribution de +1,2 point à la hausse des prix), « l'alimentation et les boissons non alcoolisées » (+ 4,4 %, soit une contribution de +0,8 point) et les « services d'assurance et financiers » (+ 6,8 %, soit une contribution de +0,7 point). Les économistes prévoient une inflation proche de 3 % en février et en mars, avant un possible passage en dessous de ce seuil au deuxième trimestre, ce qui pourrait inciter la Banque centrale à de nouvelles baisses de son taux directeur, actuellement

fixé à 6,75 %. Les analystes anticipent une baisse de 100 points de base sur l'ensemble de l'année, dont une possible diminution de 25 points de base dès la réunion du comité de politique monétaire du mois de mars, soutenue par la capacité excédentaire de l'économie, la baisse des prix du pétrole et la solidité du rand.

Le taux de chômage officiel recule à 31,4% au quatrième trimestre de l'année 2025 (StatsSA)

D'après la dernière publication de StatsSA sur le marché du travail, 44 000 emplois ont été créés au quatrième trimestre 2025, portant le total d'emplois à 17,1 millions, après une hausse équivalente au trimestre précédent. Parallèlement, le nombre de chômeurs a diminué de 172 000, après une baisse de 360 000 au trimestre précédent. Les secteurs les plus dynamiques ont été les services communautaires et sociaux (+46 000 emplois), la construction (+35 000), la finance (+32 000) et l'agriculture (+30 000), tandis que les baisses d'emplois ont touché principalement le commerce (- 98 000 emplois), et les secteurs manufacturier (- 61 000) et minier (-5 000).

La hausse de l'emploi a concerné surtout le secteur formel (+320 000 personnes) et, dans une moindre mesure, le secteur des ménages (+18 000), alors que le secteur informel a enregistré un recul de 293 000 personnes.

Le taux de chômage officiel a ainsi reculé de 0,5 point, pour s'établir à 31,4 % au T4 2025, contre 31,9% le trimestre précédent.

Angola

Le président autorise l'externalisation de services pour évaluer le potentiel pétrolier du bassin Etosha/Okavango

Le Président de la République, João Lourenço, a autorisé l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants

(ANPG) à externaliser les services internationaux de gestion et de contrôle qualité pour le projet Etosha/Bassin de l'Okavango, d'une valeur de plus de 500 M USD. Cette mesure vise à assurer la coordination technique et la supervision des études destinées à évaluer le potentiel pétrolier des bassins intérieurs, considérés comme une nouvelle frontière de l'exploration.

Le projet Etosha/Okavango s'inscrit dans la stratégie nationale de diversification et d'expansion des ressources en hydrocarbures, visant à identifier des réserves dans des zones encore peu explorées et à renforcer la connaissance géologique du territoire. Ces services doivent garantir le respect des normes internationales de qualité, ainsi que transparence et efficacité dans la réalisation des études, considérées comme essentielles pour attirer les investissements et réduire les risques techniques lors des phases de prospection et d'exploration à venir.

L'évaluation des bassins intérieurs intervient dans un contexte où le pays explore de nouvelles opportunités pour soutenir la production à long terme et assurer la stabilité des recettes publiques.

Plus de 70 % des chômeurs en Angola ont entre 15 et 44 ans

Un rapport publié le 18 février dernier par l'Institut National des Statistiques angolais fait état d'un taux de chômage à 20,1 % au quatrième trimestre 2025, soit une baisse de 6,8 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Le chômage touche toutefois encore massivement les jeunes ; plus de 70 % des chômeurs ont entre 15 et 44 ans, avec un pic de 43,3 % de chômeurs chez les 15-24 ans. Le chômage est plus élevé chez les femmes (22 %) que chez les hommes (18,3 %). Le taux d'emploi global est ainsi supérieur d'environ 40% en milieu urbain et chez les hommes. L'informalité domine le marché du travail, près de 79 % des travailleurs recensés

appartenant au secteur informel. Plus de 11 millions de personnes sont hors de la force de travail. La participation à la force de travail chez les actifs potentiels est d'environ 50 %, avec un écart marqué entre zones urbaines (61,9 %) et rurales (24,7 %).

L'Angola est maintenu sur la liste grise du GAFI mais vise une sortie d'ici 2027

L'Angola est sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) depuis octobre 2024, en raison de défaillances continues de son cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et y restera suite à la plénière du GAFI de février 2026, avec toutefois l'objectif d'en sortir d'ici 2027. Cette sortie dépendra notamment de l'adoption et de la révision de plusieurs lois, notamment la loi sur le Régime Juridique du Bénéficiaire Effectif, qui doit être votée prochainement à l'Assemblée nationale. Lors de sa plénière, le GAFI a rappelé à l'Angola la nécessité de combler certaines lacunes réglementaires dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Le gouvernement angolais prévoit une sortie de la liste grise pour janvier 2027.

L'ANPG souhaite réviser la loi sur les changes afin de faciliter l'accès aux devises des entreprises nationales de soutien au secteur pétrolier

Le président de l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) a l'intention de proposer à l'exécutif une modification de la loi actuelle sur les changes, afin de permettre aux entreprises nationales fournissant des services au secteur pétrolier d'accéder aux devises pour l'acquisition de biens et d'équipements nécessaires à l'exécution de leurs contrats. Cette mesure vise à répondre aux difficultés rencontrées par les entreprises angolaises opérant dans la chaîne de valeur pétrolière dans l'importation de produits et services payés en devises étrangères. L'objectif affiché est de créer des conditions d'activité plus

équilibrées entre entreprises nationales et étrangères, de renforcer la compétitivité des entreprises angolaises pour leur plus grande participation dans les projets locaux. L'ANPG estime que la révision du régime de change contribuerait au renforcement du contenu local, réduirait les contraintes opérationnelles et stimulerait la croissance durable des entreprises nationales liées aux industries pétrolière, gazière et des biocarburants. Cette modification de la loi actuelle pourra être soumise à l'exécutif dans le cadre des réformes en cours visant à améliorer l'environnement des affaires et à attirer les investissements, tout en favorisant le développement du secteur privé national.

Botswana

L'inflation s'établit à 4,1 % sur un an en janvier 2026 (StatsBots)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsBots), l'inflation a légèrement progressé en janvier pour atteindre 4,1 % en glissement annuel, contre 3,9 % en décembre. Les principaux postes ayant contribué à cette hausse sont les « transports » (+6,0%, soit une contribution de +1,6 point de pourcentage à la hausse des prix), les « biens et services divers » (+9,3%, soit +0,9 point) et « l'alimentation et boissons non alcoolisées » (+6,1%, soit +0,9 point). À l'inverse, le poste « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » a exercé un effet modérateur sur la hausse générale des prix (-2,8%, soit -0,4 point). Sur une base mensuelle, l'inflation a augmenté de 0,6 % en janvier, contre 0,2 % en décembre. Les analystes estiment que l'inflation pourrait dépasser temporairement, au troisième trimestre 2026, la limite supérieure de la fourchette cible (3 %-6 %) de la Banque centrale, sous l'effet notamment de la hausse attendue des tarifs des services publics à partir d'avril et de la pression liée au coût des devises pour les importations.

Namibie

La Banque centrale maintient son taux directeur à 6,5 %, malgré une baisse de l'inflation à 2,9 % au mois de janvier (Bank of Namibia, Namibia Statistics Agency)

Selon l'agence nationale des statistiques namibienne (Namibia Statistics Agency), la hausse des prix à la consommation a ralenti à 2,9% sur un an au mois de janvier (contre +3,2% sur un an le mois précédent). Les principaux contributeurs à la hausse des prix sont les secteurs du « logement, eau, électricité et carburants » (+4,6% soit une contribution positive de 1,1 point à la hausse des prix), des « boissons alcoolisées et du tabac » (+3,8%, soit +0,5 point) et de l'alimentation (+1,9%, soit +0,4 point). Malgré la modération de l'inflation, la Banque centrale de Namibie a maintenu son taux directeur à 6,50 %, pour la deuxième fois consécutive, lors de son comité de politique monétaire du 18 février. Il s'agissait du premier comité de politique monétaire depuis l'arrivée en fonctions, le 1^{er} janvier 2026, du nouveau gouverneur Ebson Uanguta. Selon l'institution monétaire, cette décision vise à garantir la stabilité des flux de capitaux et à préserver le lien fixe avec le rand sud-africain (le taux directeur étant fixé à 6,75 % en Afrique du Sud), tout en soutenant l'activité économique domestique.

Bannerman s'associe à CNNC pour un projet d'exploitation d'uranium

Le groupe australien Bannerman Energy a conclu un accord avec la China National Nuclear Corporation (CNNC) pour développer le projet d'uranium Etango, dans la région d'Erongo. CNNC va investir 294,5 MUSD pour une participation de 42,75 % dans la coentreprise, laissant Bannerman 52,25 %. Une part de 5 % reste à l'organisation de protection sociale namibienne One Economy Foundation (fondé par l'ancienne Première Dame

Monica Geingos). Un financement complémentaire de 27 M USD est prévu pour couvrir les dépenses déjà engagées.

L'accord inclut également un offtake : CNNC recevra 60 % de la production, et Bannerman pourra vendre les 40 % restants. La transaction permet de financer la mine sans dette, et les futurs coûts seront partagés selon les participations. La finalisation est prévue pour mi-2026, sous réserve d'approbations réglementaires en Chine et en Namibie.

La Chine assure ainsi sa domination dans le secteur de l'uranium en Namibie. Le pays contrôle déjà les principales mines locales, comme celle de Husab, l'une des plus grandes du monde, possédée à 90 % par China General Nuclear Power Corporation (CGNPC), et la mine de Rössing, elle-aussi détenue par la CNNC à 68,62 %, toutes deux situées à l'ouest du pays, près de Walvis Bay.

Zambie

Forte affluence d'investisseurs étrangers sur le marché obligataire local

Le relèvement de 5 % à 23 % du plafond de détention étrangère pour les obligations d'Etat a entraîné une ruée des investisseurs non-résidents sur le marché obligataire local. Ceux-ci ont représenté près de la moitié (49 %) des achats lors des enchères effectuées depuis l'annonce, selon Denny Kalyalya, le gouverneur de la Banque centrale (*Bank of Zambia*). Lors de l'enchère du 23 janvier, et au vu de la demande (supérieure de plus de deux fois à l'offre), le gouvernement a émis 9,3 Md de ZMW (502 M USD), au lieu de l'émission de 4,2 Md (227 M USD) initialement envisagée. L'intérêt des investisseurs reste concentré sur les obligations à 5 et à 7 ans, soutenu par la confiance dans les politiques pro-croissance menées par le gouvernement, la stabilité macroéconomique retrouvée et la hausse des prix du cuivre. La kwacha s'est ainsi apprécié de plus de 15 % face au dollar depuis le début de l'année 2026, tandis que l'indice boursier local a progressé de près de 21 % en dollars sur la même période.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr